

Education : pour sortir de l'impasse, brisons les murs !

Depuis 10 jours, les collègues de région parisiennes sont en lutte avec des grèves massives, des reconductions, des occupations. Résultat : la ministre annonce l'enterrement des « groupes de niveaux » au collège.

C'est une première victoire contre le tri social et l'ineptie pédagogique de cette mesure à mettre au crédit de la mobilisation. Ce sont aussi les restrictions budgétaires qui condamnent, avant même toute tentative de mise en œuvre, les dédoublements de classe.

Désormais, il faut que le gouvernement remballe l'ensemble de son « choc des savoirs », son plan d'austérité pour les services publics et ses lubies managériales de territorialisation de l'école, de « paye au mérite », de jeunesse en uniforme ou encasernée par le SNU.

Il nous faut donc contre attaquer frontalement les nouveaux projets toujours plus régressifs du gouvernement par la construction d'un mouvement de grève fort et durable dès le 19 mars prochain.

Sinon quoi ?

Sinon, il ne faudra pas s'étonner de rentrer dans une école demain dans laquelle le chef d'établissement (directeur d'école inclus – loi Rilhac 2) recrute les personnels, contrôle l'application des programmes nationaux consignés dans des manuels « officiels » (choc des savoirs), distribue les primes et octroie les avancements « au mérite » en mettant les personnels en concurrence (projet Guerini), en suivant les besoins et les avis des maires ou des élus locaux (projet de territorialisation Belloubet).

Il ne faudra pas s'étonner de ne plus voir l'ombre d'une augmentation du point d'indice (austérité de

10 milliard d'Euros pour cette année et de 20 milliards pour 2025 école et hôpital inclus) quand les seules perspectives d'évolution salariale prendront la forme de primes à la soumission, distribuées à la discrétion de nos chefs, aux collègues les plus serviles.

Il ne faudra pas chercher l'émancipation dans une école caserne avec des élèves en uniforme ânonnant des connaissances automatiques « recentrées sur les fondamentaux maths français » sans aucun lien avec un savoir vivant et critique.

Il ne faudra pas venir chercher un quelconque « bien être au travail » dans une taule où les personnels sont en concurrence, dépossédés du sens de leur métier parce que les procédures neuroscientifiques et leurs évaluations auront remplacé la liberté pédagogique.

Il ne faudra pas venir chercher les « valeurs de la république » dans une garderie low cost où les AESH sont toujours plus précaires, où les élèves handicapés sont maltraités dans des classes surchargées avec les crises, les violences, le marasme que nous connaissons déjà.

Pas de liberté dans une école caserne, pas d'égalité dans l'inclusion sans moyen, pas de fraternité dans la mise en concurrence de tous et toutes.

Pour nous, les choses sont claires : nous devons défendre le service public d'éducation, nos conditions de travail et les conditions d'accueil de tous les élèves. Il faut donc un sursaut de dignité et de combativité massif et déterminé à partir du 19 mars.

« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire. »

La CNT38 appelle avec l'intersyndicale éducation à :

- Une Assemblée Générale à la Bourse du travail de Grenoble, **le mercredi 13 mars à 14h**

- **Une journée de grève mardi 19 mars**, avec une manifestation à Grenoble suivie d'une Assemblée Générale pour organiser la suite de la mobilisation

